



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS JUIN 2021

Numéro 002



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

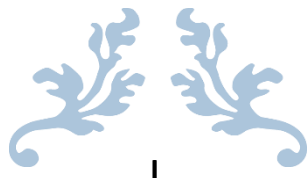
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°002 Juin 2021

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES, Université
Felix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître-assistant d'Histoire
des Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Assistante en Histoire

économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences Études
germaniques, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.org cerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

- Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda - A – Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**Batchana Esohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

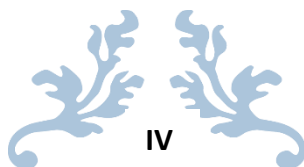
-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA - Côte d'Ivoire)

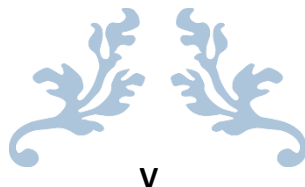
-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Maître de Conférences d'Histoire Politique (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Aristide EDZEGUE MENDAME

La consécration de la suprématie de la norme communautaire sur la norme nationale en zone CEMAC.....7-18

Dilwani ADAMOU

Politique intérieure ou politique extérieure, un choix difficile pour un pouvoir d'Etat : Un éclairage à partir de la pensée politique de N.Machiavel.....19-32

KOMBIENI Didier

Republicans versus Democrats: a critical and comparative analysis of the foreign policy; with a special focus on Africa.....33-42

Djagbléoko Immelder ABBEY, Candide Achille Ayayi KOUAWO, Amévor AMOUZOU-GLIKPA

Le financement de l'éducation dans le contexte des Relations Internationales au Togo.....43-56

Marcel Koko KAMBIRE

La France et le conflit Algero-marocain du Sahara Occidental : Des nouvelles données à la nécessité de son règlement.....57-69

Salif KIENDREBEOGO & Jean Tiéwendé BALIMA

Idéologie révolutionnaire et coopération au développement dans les relations américano-burkinabé de 1983 à 1991.....70-84

Françoise Christiane NDAKISSA ONKASSA

L'Union Africaine face à la crise sanitaire de la Covid-19: Principe de solidarité85-99

Zana KEWO

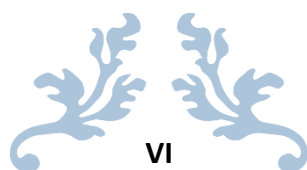
Les réformes de Mohammad Khatami ou la volonté d'une ouverture politique de la République Islamique d'Iran de 1997 à 2005.....100-115

AGBENOKO Donyo Koffi

Les versants de la FrancAfrique : Nocivité et normativité.....116-127

KPALE Tchédé Boris Claver & OUATTARA Kacoumani Mesner

Le conflit libérien et son extension à la région du fleuve Mano 1989-2003128-141





Idéologie révolutionnaire et coopération au développement dans les relations américano-burkinabé de 1983 à 1991

Salif KIENDREBEOGO

Université Norbert Zongo. salif.kiendrebeogo@yahoo.com

Jean Tiéwendé BALIMA

Université Joseph KI-ZERBO. jeanosirisbalima@yahoo.fr

Résumé

Le Burkina Faso, pays d'Afrique de l'ouest ayant expérimenté une révolution dans les années 1980 paraît un bon cas d'école pour appréhender l'impact de l'idéologie révolutionnaire de la politique étrangère des régimes de la Révolution Démocratique et Populaire (RDP) sur les relations américano-burkinabé. L'option révolutionnaire amena le Conseil National de la Révolution (CNR) à développer une politique extérieure offensive caractérisée par le refus de second rôle. Le CNR orienta sa politique étrangère vers les pays et peuples en lutte pour leur autodétermination, leur liberté et leur indépendance, un rapprochement avec les pays anti-impérialistes. Ainsi, la politique étrangère du CNR à l'égard des États-Unis a consisté à dénoncer avec des termes incendiaires, dans les instances internationales, l'impérialisme des États-Unis. Mais en indexant implicitement les États-Unis, le président Sankara provoqua un refroidissement des relations entre les deux pays qui allait se matérialiser par une série de tensions diplomatiques. Le Front Populaire (FP) succéda au CNR en octobre 1987 mais n'apporta pas un grand changement en matière de politique étrangère. Il réaffirme sa politique anti-impérialiste et internationaliste. Toutefois, le Front Populaire créa une détente dans les relations entre les deux pays. Mais les immixtions et prises de position anti-impérialistes allaient provoquer de nouveau des soubresauts dans les relations américano-burkinabé. La conséquence directe fut la diminution de l'Aide Publique au Développement (APD) des États-Unis au Burkina Faso provoquant le ralentissement de l'exécution des projets et programmes de développement. Le couronnement de la détérioration des relations entre les deux États fut la suspension de l'intervention du Corps de la Paix américain sur fond de suspicion d'espionnage des autorités burkinabé. Malgré ces turbulences, le vent de la démocratisation du pays et l'action des diplomates vont permettre de maintenir l'élan de solidarité entre les deux peuples.

Mots clés : Idéologie Révolutionnaire- Relations- coopération- Amérique - Burkina Faso

Abstract

Burkina Faso, a West African country that experienced a revolution in the 1980s, seems a good textbook case for understanding the impact of the revolutionary ideology of the foreign policy of the Democratic and Popular Revolution regimes (RDP) on US-Burkinabé relations. The revolutionary option led the National Revolutionary Council (CNR) to develop an offensive foreign policy characterized by the refusal of a second role. The CNR oriented its foreign policy towards the countries and peoples in struggle for their self-determination, their freedom and their independence, a rapprochement with the anti-imperialist countries. Thus the foreign policy of the CNR with regard to the United States consisted in denouncing the terms burned, in international bodies, the imperialism of the United States. But by implicitly indexing the United States, President Sankara caused a cooling of relations between the two countries which would materialize in a series of diplomatic tensions. The Popular Front (FP) took over from the CNR in October 1987 but did not bring about a major change in foreign policy. It reaffirms its anti-imperialist and internationalist policy. However, the Popular Front creates a relaxation in relations between the two countries. But the interference and anti-imperialist positions were going to provoke new upheavals in American-Burkinabé relations. The direct consequence was the decrease in Official Development Assistance (ODA) from the United States to Burkina Faso, resulting in the slowdown in the execution of development projects and programs. The crowning achievement of the deterioration of relations between the two states was the suspension of the intervention of the American Peace Corps amid suspicion of espionage by the Burkinabé authorities. Despite these turbulences, the wind of democratization in the country and the action of diplomats will help maintain the momentum of solidarity between the two peoples.

Key words: Revolutionary Ideology- Relations-Cooperation- America - Burkina Faso

Introduction

Les années 1980 furent décisives pour le Burkina Faso dans son évolution politique. En effet, durant cette période le pays a connu quatre (04) régimes d'exception au prix parfois de coups d'Etat sanglants¹. Ces régimes avaient leur option de politique étrangère, de gouvernance politique, sociale et économique. C'est ainsi que la Révolution Démocratique et Populaire (RDP)² d'août 1983 a adopté une politique étrangère conforme à son orientation idéologique révolutionnaire.

Au niveau international, les manifestations des divergences idéologiques de la guerre froide se sont élargies aux pays nouvellement indépendants ou en lutte pour leur émancipation dans le tiers monde. C'est l'exemple de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique en 1979, le soutien au Contras du Nicaragua par les États-Unis de 1981 à 1986 en application du reaganisme³ et les implications chinoise et cubaine

¹ Ce sont : le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National (CMRPN) de 1980 à 1982, le Conseil de Salut du Peuple (CSP) de 1982 à 1983, le Conseil National de la Révolution (CNR) de 1983 à 1987 et le Front Populaire (FP) de 1987 à 1991.

² Ce terme renvoie au régime instauré par le Conseil National de la Révolution (CNR) le 4 août 1983 et « rectifié » dès 1987 par le Front Populaire (FP). La Révolution est un ensemble de changements (politique, économique, social et culturel) profonds qui se sont produits dans une société. La RDP au Burkina Faso fut une démocratie du peuple pour le peuple (influence du marxisme) caractérisée par une refonte des structures sociales, de la fonction publique, de l'armée, de l'organisation administrative, de la chefferie traditionnelle, etc. Elle est dite populaire car la masse du peuple y intervenait de façon visible, active et autonome à travers les Comités de Défense de la Révolution (CDR).

³ Le reaganisme est la doctrine politique du président des États-Unis de l'époque, Ronald Reagan (1981-1989). Au niveau international, elle visait principalement à contrer l'influence de l'Union Soviétique dans les pays du tiers-monde et favoriser ainsi l'expansion de la démocratie libérale.

dans les crises en Angola, Mozambique et Namibie. Les acteurs de la RDP, allaient donc bousculer les règles de la coopération internationale par une remise en cause de l'ordre international à travers le refus manifeste de « *la domestication de la diplomatie voltaïque* » (H. Fofana, 2004, p.4.). A cet égard, les régimes de la RDP n'ont cessé de dénoncer, dans les discours comme dans la pratique diplomatique, la politique impérialiste des États-Unis d'Amérique. Pourtant, les deux pays avaient noué des relations officielles depuis le 1^{er} juin 1961 à travers la signature d'un accord-cadre de coopération dénommé : *Accord d'assistance économique et technique entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique et le gouvernement de la République de la Haute-Volta* » (T.J. Balima, 2009, p.27.). Cet accord établissait une coopération de type vertical⁴ et sa mise en œuvre, était caractérisée par une régularité et une diversité des programmes de coopération.

La décennie 1980 consacre le grand retour des États-Unis sur la scène internationale (*America is back*). Dans la formulation de sa politique avec l'Afrique, la prudence fut de mise, pour ne pas empiéter dans le pré-carré de ses alliés notamment la France. D'abord, l'avènement de la RDP fut considéré comme un échec de sa politique étrangère (N. Kinda, 1988, p.10.). C'est dans ce contexte global qu'il faut saisir la pertinence de la présente contribution portant sur « *idéologie révolutionnaire et coopération au développement dans les relations américano-burkinabè de 1983 à 1991* ».

Cette contribution traite de l'évolution des relations américano-burkinabè pendant la Révolution puis

⁴ Cet accord-cadre qui n'a jamais fait l'objet d'une révision régissait, en plus d'une dizaine d'autres signés de manière sectorielle, les relations de coopération entre les deux pays jusqu'à l'avènement de la RDP.

la Rectification et s'attache à montrer l'influence de l'idéologie révolutionnaire sur les relations de coopération avec le partenaire américain. Elle vient combler un tant soit peu l'insuffisance d'études spécifiques sur les relations entre les deux pays.

Les divergences idéologiques posent d'ores et déjà des difficultés dans les relations de coopération entre les deux Etats d'où le questionnement suivant : quel est le contenu idéologique de la politique étrangère des régimes de la RDP et ses répercussions sur leurs relations avec les Etats Unis ? Quel fut l'impact des divergences de visions politiques sur la coopération des deux partenaires et surtout sur les projets et programmes de développement bilatéraux ?

L'étude se veut une contribution à la compréhension des relations Nord-Sud et particulièrement celles entre le Burkina Faso et les États-Unis. Pour se faire, elle a nécessité le dépouillement de sources écrites, orales et d'internet, la lecture d'ouvrages, d'articles scientifiques, de journaux, de rapports et correspondances diplomatiques.

L'article se propose d'abord d'analyser la politique étrangère des régimes de la RDP à l'égard des États-Unis d'Amérique et ensuite il fait ressortir l'impact des turbulences politico-diplomatiques du Burkina Faso sur sa coopération avec les États-Unis d'Amérique de 1983 à 1991.

1.La politique étrangère de la RDP à l'égard des États-Unis d'Amérique.

La politique extérieure des régimes de la RDP (CNR et FP) était aux antipodes de celle américaine. Cette divergence de vues politiques fut à l'origine des brouilles sur l'axe Ouagadougou-Washington sous la révolution et la rectification

1.1. La substance idéologique de la politique étrangère des régimes de la RDP

La recherche d'une autonomie diplomatique s'est présentée comme une lutte multiforme et plurisectorielle pour dégager la Haute-Volta des rapports politiques internationaux perçus comme des entraves à une conduite souveraine des affaires de l'Etat sur la scène internationale. Pour y parvenir le régime du CNR a dû refonder les bases politiques et administratives de sa conduite. Avec le centralisme du pouvoir du CNR, les grandes directives de politique étrangère revenaient au président Sankara⁵.

Cependant, dans la conception, il était épaulé par deux principales structures à savoir : La Sous-Commission des Relations Extérieures du CNR et la Division des Affaires Etrangères et de la Coopération, toutes basées à la Présidence. Ces structures jouaient aussi un rôle de contrôle. Les structures d'exécution étant entre autres : le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, les C.D.R à travers le Commissariat Politique aux Relations Extérieures ; le Ministère des Ressources Financières à travers la Direction des Relations Financières Internationales (actuelle DG-COOP) et enfin le Ministère de la Défense Populaire pour l'organisation de manœuvres militaires avec les pays amis et les achats d'armes (D.C. Ki, 2019, pp. 30-39).

M. F. Ibriga et W.J. Pasgo (1987, pp.15-18) font même observer que cette ossature était soutenue et encadrée par des principes et des objectifs. D'un côté, on distingue les principes classiques à travers le respect de la souveraineté et de l'indépendance, l'égalité et la coexistence pacifique, la non-

⁵ Il aimait les joutes oratoires et se méfiait des diplomates de carrière parce que formés selon lui dans le monde de l'impérialisme.

intervention dans les affaires intérieures et la non-agression, le respect des engagements. De l'autre, on a les principes progressistes : l'anti-impérialisme, l'internationalisme révolutionnaire, le principe de compter sur ses propres forces, le non-alignement intégral et engagé. Ces principes visaient un triptyque d'objectifs politiques, économiques et culturels :

Les objectifs politiques visaient à redonner plus d'indépendance et d'autorité à l'expression de la souveraineté en vue de s'affranchir de tout impérialisme et d'atteindre l'émancipation politique ; à œuvrer à la recherche et à la sauvegarde de la paix ; à promouvoir une intégration véritable, une politique de bon voisinage et une politique d'amitié avec tous les peuples ; à consolider le mouvement révolutionnaire africain et mondial. Les objectifs économiques visaient à asseoir une économie indépendante, autosuffisante et planifiée par une mobilisation efficace des ressources nationales et extérieures nécessaires au financement du développement avec une régression progressive de la part du financement extérieur ; à instaurer un nouvel ordre économique international fondé sur l'égalité et la justice. Les objectifs culturels enfin visaient à faire connaître et promouvoir la culture du pays, expression de son identité » (M. F. Ibriga et W.J. Pasgo, 1987, pp. 21-24).

C'est fort de ces principes et objectifs politiques que le CNR orienta sa politique étrangère vers les pays et peuples en lutte pour leur autodétermination⁶, leur liberté et leur indépendance, un rapprochement dans le fond avec les pays anti-impérialistes selon M. F. Ibriga et W.J. Pasgo (1987, pp. 51-77).

⁶ A titre illustratif on retient le soutien à l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), au Front Polisario (Front pour la Libération de la Saguia El-Hamra et du Rio de Oro au Sahara Occidental) et aux pays socialistes.

Le Front Populaire succède au CNR en octobre 1987. Bien que qualifié de rectificateur des fautes et des erreurs du CNR, ce régime n'apporta pas un grand changement en matière de politique étrangère. On remarque une certaine constance en dépit de la volonté de dynamiser la nouvelle vision révolutionnaire qu'elle entendait défendre. Il entend surtout développer une coopération sur la base du respect mutuel et des avantages entre le peuple du Burkina Faso et les autres peuples du monde⁷. Le mouvement de rectification, loin d'être une remise en cause de la révolution, en est plutôt un approfondissement de la démocratie par une application rigoureuse de la critique et de l'autocritique⁸. La rectification est comme « *une révolution dans la révolution destinée à corriger les déviations volontariste et spontanéiste de l'ère Sankara* »⁹.

En matière de politique extérieure, le FP réaffirme sa politique anti-impérialiste et internationaliste. En effet, les fondements de cette politique sont l'internationalisme révolutionnaire, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et la coopération fondée sur les avantages mutuels. Au début de l'exercice de son pouvoir, Blaise Compaoré, avait déjà rappelé que les principes guidant la politique étrangère du FP sont ceux énoncés le 2 octobre 1983 dans le Discours d'Orientation Politique (J.R. Guion, 1991, pp.8- 83). Ainsi, dans le fond on ne remarque aucune rupture d'avec la politique extérieure du CNR ; la ligne idéologique est maintenue. Par contre dans la forme, le président Compaoré

⁷ « Statuts et programme du Front Populaire » in *Carrefour Africain*, n°1029 du 11 mars 1988, pp.18-19.

⁸ MAEC-1A8REX5, « Note d'information du Ministère des Relations Extérieures », novembre 1987, p.1.

⁹ OTAYEK (R.), « RECTIFICATION » in *Politique Africaine*, n°33, mars 1989, online www.politique-africaine.com, consulté le 16 octobre 2019.

allait y apporter sa touche personnelle quant à sa conduite sur le champ diplomatique.

La nouvelle marque de la politique étrangère du Burkina Faso fut dévoilée en mars 1988 dans les statuts et programmes du FP. Dans la Partie Politique, Volet B, Objectif III du programme, le FP présente les axes essentiels de cette politique et dans les actions en ces termes :

le développement de la connaissance et de la compréhension mutuelle entre le peuple burkinabè et les autres peuples ; la réalisation de l'unité des peuples africains ; le développement des relations avec tous les pays épris de paix et de justice sur la base [des principes du DOP] et l'opposition à l'implantation de base militaire étrangère sur le sol national et le refus d'utilisation du territoire par les forces extérieures pour l'organisation d'agressions militaires contre d'autres pays ¹⁰.

Pour le FP cette nouvelle touche est liée aux « *diverses prises de position souvent osées et gratuites, à la façon brutale et très peu diplomatique de nos propos qui ont fini par exaspérer nos amis* ». Il fallait donc redresser ces égarements intervenus durant les deux dernières années du CNR ¹¹, mettre fin à l'isolement diplomatique du pays et avoir une base légale pour d'éventuelles manœuvres stratégiques dans le jeu sous-régional de positionnement et d'influence¹². Dans la pratique, selon le Ministre des relations extérieures du FP, Jean Marc Palm :

L'effort de rectification consiste à créer, entretenir et développer les conditions de la confiance avec tous

nos partenaires dans le respect de nos principes et nos choix politiques ». Pour lui, « la fermeté n'est pas la provocation. Dans les relations entre Etats (...) le discours est responsable et s'emploie à ne pas heurter inutilement lorsque la position peut être exprimée dans toute sa plénitude sans jactance¹³.

Le FP avait compris qu'en « *politique étrangère il ne suffit pas d'avoir raison pour faire valoir sa raison* »¹⁴. Dans la forme donc, l'approche et le style du régime sont différents ; une attitude réaliste qui devrait permettre de créer les conditions de confiance avec les partenaires et corriger les déséquilibres. Deux déterminants majeurs justifient ce changement :

- La personnalité du président et le contexte dans lequel le FP est parvenu au pouvoir : ayant contribué à porter la RDP sur les fonts baptismaux, Blaise Compaoré était très proche du président du CNR mais assez différent dans la personnalité. J.R. Guion (1991, pp.81-82) écrit à cet effet :

Aux coups d'éclats, déclarations péremptoires, improvisées, précipitées et choquantes de Sankara, Compaoré opposait un ton plus posé, nuancé, pondéré, prudent et relatif sur les questions internationales ». Psychologiquement, « il est un peu fin, avec une capacité d'écoute élevée, il n'agit qu'à la fin et peut vouloir se réaliser autrement ¹⁵.

¹⁰ Carrefour Africain, n°1029, op.cit., p.25.

¹¹ MAEC-1A8REX5, op.cit., novembre 1987, p.5.

¹² Blaise Compaoré voulait, à travers ces dispositions des statuts du FP, mettre des limites à l'influence et aux velléités expansionnistes de Kadhafi en Afrique de l'Ouest notamment à cause de l'appui qu'il a reçu de ce dernier dans la chute de Sankara.

¹³ MAEC-1A8REX5, op.cit., novembre 1987, p.6.

¹⁴ Pr Issa CISSE, Professeur Titulaire en Histoire Contemporaine au Département d'Histoire et Archéologie de l'Université Pr Joseph KI-ZERBO, Chargé de cours et membre du Conseil d'Administration de l'Institut des Hautes Études Internationales (INHEI), entretien du 1^{er} octobre 2019, Ouagadougou

¹⁵ Pr Issa CISSE, op.cit., entretien du 1^{er} octobre 2019, Ouagadougou.

Il avait compris que « *la vengeance est un plat qui se mange froid (...)* »¹⁶.

- L'héritage du CNR était difficile à gérer eu égard au charisme et à la puissance médiatique que Sankara avait su cultiver à l'extérieur (J.-B. Kambiré, 1992, p.2). C'est en ce sens que V. Ouattara (2014, p.187) souligne qu'il :

Était toujours hanté par cette audience internationale de Sankara et essayait toujours de relever le défi. Il a ainsi forgé les choses en sa manière si bien qu'il n'a pas pu faire une dissociation de l'appareil d'Etat à sa personnalité.

De ces déterminants, le rééquilibrage de la politique étrangère du FP est allé, de facto, plus en faveur de la France et les tenants de sa politique africaine comme la Côte-d'Ivoire et le Gabon au détriment des pays d'obédience révolutionnaire (excepté la Libye) comme la Russie, la Yougoslavie, la Roumanie, le Cuba, etc. (V. Ouattara, 2014, p.188). L'effondrement du bloc de l'est, la défense de la ligne démocratique libérale lors de la conférence de la Baule en juin 1990 confortèrent le FP dans ses choix de politique étrangère et la rectification allait connaître une seconde rectification (rectification rectifiée)¹⁷ avec le vent de la démocratie. Il en est de même pour le soutien aux mouvements de libération, un soutien qui se limita désormais à des déclarations et des prises de position.

1.2. La politique étrangère du CNR à l'égard des États-Unis.

Le CNR ne tarda pas à dénoncer l'action internationale des États-Unis dans son discours et même bien avant. Alors qu'il était premier

ministre du Conseil du Salut du Peuple (C.S.P), Thomas Sankara n'avait pas manqué d'attaquer directement les États-Unis sur leur interventionnisme en Amérique centrale (Grenade, Salvador et autres) dans son discours lors du 7ème sommet des pays non-alignés à New Delhi en Inde le 10 mars 1983, provoquant ainsi la stupéfaction de ces derniers. Il dénonça également leur politique en Palestine à travers le soutien qu'ils apportaient à Israël contre l'OLP. Malgré cette allocution peu inhabituelle, au début du CNR, les États-Unis n'avaient rien de particulier contre le jeune État révolutionnaire ni contre ses dirigeants en dépit du reaganisme (pensaient-ils peut être que la France allait s'en charger ?).

Au contraire, pour une des rares fois qu'un pays africain avait décidé de mener une politique indépendante au service du peuple, les États-Unis avaient un regard bienveillant à condition qu'ils ne se sentent pas directement attaqués ou trop égratignés dans leurs intérêts. D'ailleurs, la diplomatie Voltaïque s'était empressée de rassurer la Maison Blanche, en justifiant la révolution par la volonté « *de démocratiser les structures de la société encore fondamentalement féodales* »¹⁸. Or, le Burkina Faso de Thomas Sankara, obnubilé par sa volonté de montrer au monde une révolution militante n'avait cure des états d'âme ni des petits, ni des grands pays. Un froid s'installa dans les relations entre les deux pays.

De cet ordre d'idée, Sankara confirma sa position sur l'Amérique centrale malgré la menace de révision des accords de coopération et programmes d'assistance de la part de l'ambassadeur des États-Unis à

¹⁶ El Hadj Issiaka DABERE, Journaliste et archiviste à *Sidwaya* à la retraite, entretien du 18 septembre 2019, Ouagadougou.

¹⁷ OTAYEK (R.), *op.cit.*, consulté le 16 octobre 2019.

¹⁸ MAEC-2A3REX12, *Ambassade de la Haute-Volta à Washington, Allocution de SEM Doulaye Coirentin KI à l'occasion de la présentation de ses lettres de créances à SEM Ronald REAGAN, Président des USA*, Discours, 1984.

Ouagadougou Julius W. Walker Jr., quelques temps après le discours de New Delhi. Le régime condamna de manière retentissante le débarquement américain sur l'île de Grenade en octobre 1983 et dans le cadre de la « diplomatie du peuple »¹⁹, Sankara exprima en février 1984 sa position de non-aligné en confiant ces mots à l'ambassadeur américain :

Il faut que les États-Unis retirent leurs troupes de l'île de Grenade sinon la Haute-Volta (...) condamnera. Les Américains ont voulu dicter à la Haute-Volta sa position au Conseil de Sécurité des Nations Unies, nous avons dit qu'à cela ne tienne, nous n'acceptons pas de chantage. Si l'aide américaine doit être subordonnée à ces pressions eh bien ! que l'on ne nous apporte pas d'aide » (A.J. Kyélem de Tambela, 2012, p. 294).

En réaction, dans un rapport datant d'avril 1984, l'ambassadeur de la Haute-Volta à Washington soulignait le fait que :

Les Américains se disent quelque peu énervé par le langage que nous tenons à leur endroit. Ils se disent souvent offensés par l'épithète d'impérialiste qu'on leur attribue dans tous les discours officiels, alors que d'autres puissances seraient mieux traitées. Ils auraient voulu que les désaccords soient discutés en privé ²⁰.

¹⁹ Selon les propres termes du président Sankara cette forme de diplomatie permet au peuple d'exprimer directement ses besoins aux missions diplomatiques accréditées à Ouagadougou. Ainsi dans ce cadre, la présentation des lettres de créances se faisait publiquement et loin des salons feutrés de la présidence. Une manière pour lui de faire vivre les réalités du pays aux différents ambassadeurs

²⁰ MAEC-2A3REX11, *Ambassade de la Haute-Volta à Washington (USA) : rapport d'activités*, 1984.

La substance de ce message montre une volonté de l'ambassadeur de travailler à aplanir les différences de vues des deux pays. Toutefois, « au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire », « au nom des Indiens massacrés, écrasés, humiliés et confinés depuis des siècles dans des réserves » il se sentit « proche des camarades du Nicaragua dont les ports et les villes sont minés et bombardés ». Il fustigea également la conduite d'Israël qui, avec « l'inqualifiable complicité des (...) États-Unis » détient « le palmarès le plus pitoyable dans la non application des décisions de l'ONU pour la paix et le droit des peuples à la liberté et à l'existence autonome (allusion faite au peuple palestinien) »²¹. Ce discours, confiait un diplomate américain, « avait permis de situer la Haute-Volta sur la carte » (B.L. Guissou, 1995, pp. 170 -171) du monde.

Mais en indexant implicitement les États-Unis le président Sankara provoqua un refroidissement des relations entre les deux pays qui allait se matérialiser par une série de tensions diplomatiques. On retient par exemple les philippiques par médias interposés telles que la qualification du président Reagan « d'Hitler » par un journaliste du quotidien d'État *Sidwaya*, ou encore celle de la VOA à l'égard du Burkina Faso de « *petit machin rouge* » ; le désaccord de principe des États-Unis sur les tribunaux populaires de la révolution et le rapprochement diplomatique du régime avec des pays comme Cuba ou la Libye qui n'était pas du goût de Washington (T.J. Balima, 2020, pp. 52-59).

²¹ CNA-BIB1409, *Déclaration du Capitaine Thomas SANKARA devant la 39^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU à New-York*, 4 octobre 1984.

1.3. Les États-Unis dans la politique étrangère du Front Populaire.

Avec l'avènement du Front Populaire, l'espoir d'une amélioration des relations diplomatiques avec les États-Unis était plausible.

Dans un rapport en date du 15 janvier 1988, M. Jean Kotié Diasso, chargé d'affaire a.i. à l'ambassade du Burkina Faso à Washington, décrit l'état d'esprit des autorités américaines au lendemain du 15 octobre 1987 en soulignant leur bonne disponibilité à l'égard du Front Populaire. Il souligne également l'appréciation positive des américains quant aux déplacements du président Compaoré dans les pays voisins en vue de promouvoir les relations de bon voisinage²². Conformément au principe de développement de la connaissance et de la compréhension mutuelle entre le peuple burkinabè et les autres peuples et conscient de la méfiance dans les rapports entre le Burkina révolutionnaire et les pays dits impérialistes, J.R. Guion (1991, p.85) précise que Blaise Compaoré va se faire l'apôtre d'une meilleure compréhension des différences existant entre les deux systèmes capitaliste et socialiste. Ainsi, dans son discours à l'occasion de la présentation de la lettre de créance du nouvel ambassadeur ²³des États-Unis, M. David Shinn, le 28 novembre 1987, le président du FP, tendit la main aux États-Unis en ces termes :

... quant à nos rapports (...), les préjugés l'ont emporté sur la volonté réelle de coopérer franchement et loyalement. Votre pays et le nôtre ne partagent pas les mêmes options politiques, (...), cependant la coopération entre Etats, la solidarité entre nos deux peuples ne devraient pas être hypothéquées, si réellement

²² MAEC-2A3REX10, *Ambassade du Burkina Faso à Washington : rapport d'activités*, Rapport, 1989.

²³ M. Diasso rapporte que cette promptitude fut saluée par les autorités américaines.

nous sommes animés de la volonté de servir les intérêts de ces peuples et de promouvoir la paix dans le monde. Nous ne doutons pas de la haute conscience que votre peuple et ses dirigeants ont de leur devoir de solidarité internationale, et c'est pourquoi nous restons confiants en l'avenir de nos relations²⁴.

Ce « *pacifisme* »²⁵ constaté par les États-Unis augurait effectivement de nouvelles perspectives dans les relations, un dégel basé sur le respect mutuel dans un climat optimiste d'autant plus que la rectification est positivement vue dans l'opinion aux États-Unis ²⁶.

Mais c'était sans compter sur l'internationalisme révolutionnaire de la diplomatie du FP. En août 1988, Compaoré rappelait que sa foi en l'internationalisme prolétarien commande de dénoncer la déstabilisation en Amérique latine, la répression du régime sioniste d'Israël sur les Palestiniens, l'oppression des Noirs par la minorité blanche en Afrique du Sud ²⁷. Cette foi fut réitérée au premier congrès du FP tenu à Ouagadougou en mars 1990 où dans son discours d'ouverture il proclamait à nouveau la solidarité du Burkina Faso aux peuples opprimés de par le monde.

Ces immixtions et prise de position anti-impérialistes allaient provoquer des soubresauts sans précédents entre les deux pays²⁸. Ces

²⁴ MAEC-4A2REX242, *Discours du président Blaise Compaoré à l'occasion de la présentation des lettres de créances des ambassadeurs de France, d'URSS et des USA*, 1987.

²⁵M. Filatieni COULIBALY, Diplomate, Directeur Europe Amérique Océanie Caraïbes (EAOC) au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, entretien du 18 octobre 2019, Ouagadougou.

²⁶ « *An I de la Rectification* », in *Carrefour Africain*, n° spécial du 5 octobre 1988, p.38.

²⁷ MAEC-1A8REX5, *op.cit.*, p.7.

²⁸Il s'agit ici du rapprochement entre le Libye du colonel Mouammar Kadhafi, des implications de Compaoré dans la crise libérienne dès 1989, des graves atteintes aux droits de l'homme dans la politique intérieure

soubresauts ne seront pas sans conséquences sur l'appui que les États-Unis accordaient au Burkina Faso pour son développement.

2. Les effets des turbulences politico-diplomatiques du Burkina Faso sur sa coopération avec les États-Unis d'Amérique de 1983 à 1991.

Les divergences de vues politiques vont conduire à une diminution de l'Aide publique au développement des EU au Burkina Faso et à la suspension de l'intervention du Corps de la Paix américain.

2.1. La diminution de l'Aide Publique au Développement (APD) des États-Unis au Burkina Faso.

L'avènement de la révolution fut à la base de la baisse de l'APD américaine. Le tableau suivant nous donne une idée de la tendance baissière de l'APD durant la période de 1983-1991.

Tableau n°1 : Évolution de l'APD des États-Unis au Burkina Faso (ex-Haute-Volta) de 1983 à 1991.

Années	Montants (en millions de dollars US)	Taux de croissance en %
1983	15	-39,02
1984	18,4	22,66
1985	17,4	-5,43
1986	6,8	-155,88
1987	15,3	125
1988	9,5	-37,90

du régime, les positions du régime dans la crise panaméenne en 1989, la dénonciation en 1991 de la coalition contre l'Irak par le Burkina Faso furent autant de tensions qui semèrent des nuages sur l'axe Ouagadougou-Washington.

1989	8,3	-12,63
1990	11,3	36,14
1991	11,6	2,65
Total	113,6	-7,15

Sources : - T.J. Balima, 2020, p.78

Les données du tableau montrent que l'APD des États-Unis au Burkina Faso a connu une variation durant les neuf (09) années de la RDP avec un taux de croissance moyen négatif de l'ordre de -7,15% représentant un total de 113,6 millions de dollars US soit une moyenne annuelle de 12,62 millions de dollars US. En comparant ces chiffres avec ceux de 1978 à 1982 qui étaient de l'ordre de 131,2 millions de dollars US avec un taux de croissance moyen de 15,19% soit une moyenne annuelle de 26,24 millions de dollars US (T.J. Balima, 2009, p.46) ; on pourrait penser à un plafonnement de l'APD. Elle est même réduite à son plus bas niveau en 1986 et constituée surtout d'aide alimentaire distribuée par le truchement des ONG américaines. Une manière claire pour les États-Unis d'exprimer leur mécontentement au CNR.

2.2. La situation des projets et programmes de développement bilatéraux.

Avant l'avènement de la RDP de nombreux projets et programmes ont été exécutés. Les agissements des acteurs de la révolution ont eu pour conséquence, la réduction du financement des projets et programmes. Le tableau suivant nous montre un aperçu de la situation d'exécution.

Tableau n° 2 : Evolution des programmes et projets de développement exécutés par L'USAID²⁹ au Burkina Faso de 1984 à 1990.

Années	Programmes	Nombres de projets
1984	Développement Rural	09
	Formation	07
	Reboisement	02
	Services Sociaux	01
	Recherche	04
	Infrastructure	01
	Total 1 : 06	24
1986	Développement Rural	10
	Services Sociaux	03
	Infrastructures	06
	Total 2 : 03	19
1988	Développement Rural	03
	Services Sociaux	07
	Total 3 : 02	10
1990	Développement Rural	07
	Services Sociaux	02
	Total 4 : 02	09

Sources : - MAEC-4B3REX38, *Coopération BF/USA : Rapport sur les relations bilatérales entre les États-Unis et la Haute-Volta*, Rapport, 1984.

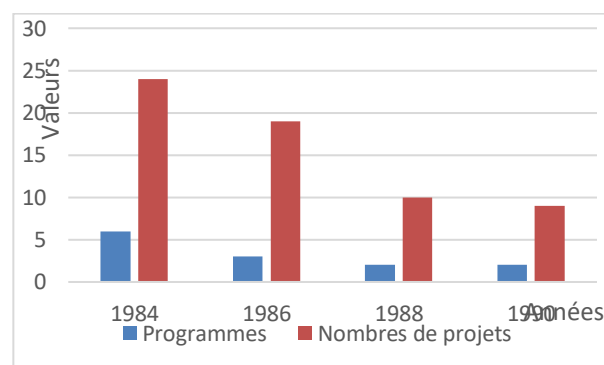
²⁹ L'USAID est l'Agence des États-Unis pour le développement International.

- Présidence du Faso, 1987, *Les projets en exécution au Burkina Faso, le point au 30 juin 1986*, n°2, Département Informatique et suivi des projets (DISP), p.117.

-Présidence du Faso, 1989, *Les projets en exécution au Burkina Faso, le point au 31 décembre 1988*, n°7, SISP, p.133.

- Présidence du Faso, 1991, *Les projets en exécution au Burkina Faso, le point au 31 décembre 1990*, n°11, SISP, p.133-134.

Graphique : Histogramme de l'évolution des programmes et projets de développement exécutés par l'USAID au Burkina Faso de 1984 à 1990.



Sources : Tableau n°2.

Le tableau n°2 et le graphique nous déclinent de manière générale la tendance baissière du nombre et de projets et programmes. Cette situation est la conséquence directe de la baisse de l'APD américaine. En effet, de six (06) programmes et vingt-quatre (24) projets en 1984, l'ensemble des programmes de développement chuta en 1990 à deux (02) soit -66,66% et celui des projets à neuf (09) soit -62,5%. Il est signalé également des difficultés rencontrées dans l'exécution des projets notamment celles du déboursement des fonds³⁰ imputables aux manœuvres des États-Unis pour décourager les révolutionnaires. Ainsi, les rapports entre les deux pays ont continué de se détériorer jusqu'à la suspension de l'intervention des volontaires du Corps de la Paix.

³⁰ MAEC-4B3REX37, *Correspondance arrivée*, 1983-1984.

2.3. La suspension de l'intervention du Corps de la Paix américain.

En juin 1986, le Burkina Faso décida sans préavis de ne plus recevoir des volontaires du Corps de la Paix³¹. Les mobiles sont entre autres les relations difficiles entre les États-Unis, le rapprochement avec la Libye victime des bombardements américains, aussi conformément au principe du compter sur ses propres forces, le Président du CNR jugea que la contribution du Peace Corps ne correspondait pas à la forme d'assistance réellement souhaitée par le peuple burkinabè³². Et enfin, le régime craignait un agenda caché de ces volontaires : l'espionnage³³.

Cette décision qui traduit une manifestation du mauvais état des relations³⁴ avec les États-Unis à constituer selon Mélégué Traoré « l'aspect emblématique de la brouille entre les deux pays »³⁵. Pour l'ambassadeur américain Leonardo Neher, le refus fut une rupture unilatérale de la convention de 1974

et allait avoir des conséquences collatérales sur les autres domaines de coopération³⁶. La coopération entre les deux pays fut sérieusement affectée. En effet, l'intervention des volontaires respectait les priorités du gouvernement burkinabè en matière de développement et 90% des volontaires résidaient en zones rurales³⁷. Ils contribuaient ainsi au transfert d'un certain paquet de savoirs et de savoir-faire technique en faveur du développement des communautés. Et au-delà des suspicions d'espionnage, les volontaires constituaient l'illustration de la compréhension mutuelle entre les deux peuples : un baromètre « *du donner et du recevoir* » dans lequel se perdaient les ondes sismiques du choc des civilisations. Leur renvoi ne constitue donc qu'un vide qu'il fallait combler tout comme celui du licenciement des 1400 enseignants de l'enseignement primaire sous la révolution.

Conclusion

La présente réflexion avait comme objectif la mise en exergue des options de politique étrangère de la RDP et leurs conséquences sur les relations de coopération avec les États-Unis d'Amérique. Dès son avènement au pouvoir, le CNR, se fondant sur des déterminants historiques, politiques et socioéconomiques, développa une politique extérieure caractérisée par le refus de second rôle. Dénonçant tout azimut et avec des termes incendiaires l'impérialisme des États-Unis, le régime se voulait le porte-parole des nations opprimées et exploitées qui luttent pour un ordre international plus juste et équitable. Les brouilles constantes avec les États-Unis en sont une illustration. Le FP qui succéda au CNR opéra dans sa politique extérieure un recentrage des objectifs

³¹MAEC-4B3REX47, *Coopération BF/USA, suspension de l'assistance technique du corps de la paix américaine au Burkina Faso*, Correspondance, note, rapport, compte rendu, 1986.

³² MAEC-4B3REX47, *op.cit.*, 1986.

³³ Ce fut la raison officielle (puisque le régime ne disposait d'aucune preuve tangible) mais soutenu par M. Basile L. Guissou, Ministre des relations extérieures. Pour D.C. Ki (2019, p.189), Sankara aurait subi l'influence d'un roman de fiction. Néanmoins, le doute des autorités du CNR peut être fondé sur le fait que les Volontaires vivaient au sein des communautés. De cette modus operandi, « il est plus facile pour eux de faire remonter les informations ».

³⁴M. Bruno ZIDOUEMBA, Ministre plénipotentiaire de classe exceptionnelle à la retraite, Conseiller à la Mission Permanente de Burkina Faso aux Nations Unies (1980-1986), Ambassadeur du Burkina Faso à Washington (1997 à 2001), entretien du 29 octobre 2019, Ouagadougou.

³⁵ M. Mélégué TRAORE, Premier Conseiller et Chargé d'Affaire à l'Ambassade du Burkina Faso à Washington (1983-1986), entretiens du 3 octobre 2019, Ouagadougou.

³⁶ MAEC-4B3REX47, *op.cit.*, 1986.

³⁷ Idem.

et principes prônés par le DOP du 2 octobre 1983. Un réalisme qui se voulait égalitaire avec les grandes puissances. Ainsi, le discours prolétarien fit place à la pondération et à la prudence. Mais dans la pratique, les motivations et décisions du président Blaise Compaoré laissaient planer l'ombre de l'international révolutionnaire particulièrement dans ses appréhensions sur le comportement international des États-Unis. Cette constance attisait davantage les tensions entre les deux pays.

Le refroidissement des relations avec les États-Unis sous le CNR et le FP eut comme corolaire la baisse substantielle de l'APD américaine, une baisse qui occasionna celle du nombre de projets et programmes de développement financés dans le cadre de la coopération. Toutefois, l'acte de coopérer étant un acte de construction de la paix, les deux pays ont su avec le tact des diplomates maintenir l'élan de solidarité entre eux. En 1991, le Burkina Faso s'est engagé dans un processus de démocratisation. Même si les enjeux sous régionaux demeuraient toujours l'épine aux pieds de cette coopération, les États-Unis avaient salué cet engagement. A partir de la seconde moitié des années 1990, la politique étrangère du Burkina Faso fut réorientée vers un nouveau concept, celui de « *la diplomatie de développement* »³⁸. Une option qui laissait entrevoir de bons augures dans ses relations bilatérales avec les États-Unis d'Amérique.

³⁸ C'est une diplomatie qui prend en compte les préoccupations de développement dans son action et va au-delà des activités traditionnelles de diplomates.

Sources et références bibliographiques

○ Sources écrites

Lieu	Côtes	Titres	Natures	Années
Centre National des Archives (CNA)	BIB1409	Déclaration du capitaine Thomas Sankara devant la 39 ^{ème} session de l'AG de l'ONU à New York	Discours	4 octobre 1984
	BIB0786	Discours d'ouverture et de clôture au premier congrès du Front Populaire prononcé par le camarade capitaine Blaise Compaoré, Président du FP, chef d'Etat, chef du gouvernement, 1 ^{er} mars 1990, Ouagadougou, 12pages et 29 pages	Discours	1990
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération (MAEC)	4B3REX37	Correspondance arrivée	Correspondance	1983-1984
	4B3REX38	Coopération BF/USA : Rapport sur les relations bilatérales entre les États-Unis et la Haute-Volta	Rapport	1984
	4A2REX222	Bilan critique de la coopération burkinabè de 1975-1985	Rapport	1985
	4A2REX242	Discours du président Blaise Compaoré à l'occasion de la présentation des lettres de créances des ambassadeurs de France, d'URSS et des USA	Discours	1987
	4B3REX47	Coopération BF/USA, suspension de l'assistance technique du corps de la paix américain au Burkina Faso,	Correspondance, note, rapport, compte rendu	1986
	4A2REX43	Ministère du Plan et de la Coopération : éléments sur la coopération burkinabè	Rapport	1987
	2A3REX12	Ambassade de la Haute-Volta à Washington, Allocution de SEM Doulaye Corentin KI à l'occasion de la présentation de ses lettres de créances à SEM	Discours	1984

		Ronald REAGAN, Président des USA		
	2A3REX11	Ambassade de la Haute-Volta à Washington (USA) : rapport d'activités	Rapport	1984
	2A3REX10	Ambassade du Burkina Faso à Washington : rapport d'activités	Rapport	1989
	1A8REX5	Note d'information du Ministère des Relations Extérieures.	Note	Novembre 1987

○ **Sources orales**

Nom et Prénoms	Age	Profession	Date	Lieu
El Hadj Issiaka DABERE	59	Journaliste et archiviste à <i>Sidwaya</i> à la retraite	18 septembre 2019	Ouagadougou
Pr Issa CISSE	56	Professeur Titulaire en Histoire Contemporaine au Département d'Histoire et Archéologie de l'Université Pr Joseph KI-ZERBO, Chargé de cours et membre du Conseil d'Administration de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI)	1 ^{er} octobre 2019.	Ouagadougou
M. Mélégué TRAORE	68	Premier Conseiller et Chargé d'Affaire à l'Ambassade du Burkina Faso à Washington (1983-1986), Ancien parlementaire et ancien ministre, actuel Président de Centre Parlementaire Panafricain	3 octobre 2019.	Ouagadougou
M. Filatiéni COULIBALY	42	Diplomate, Directeur Europe Amérique Océanie Caraïbes (EAOC) au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	18 octobre 2019	Ouagadougou
M. Basile L. GUISSOU	70	Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération (1984-1986),	25 octobre 2019	Ouagadougou
M. Bruno ZIDOUEMBA	70	Ministre plénipotentiaire de classe exceptionnelle à la retraite, Conseiller à la Mission Permanente de Burkina Faso aux Nations Unies (1980-1986), Ambassadeur du Burkina Faso à Washington (1997 à 2001),	29 octobre 2019	Ouagadougou

Références bibliographiques

-« An I de la Rectification », *Carrefour Africain*, n° spécial du 5 octobre 1988, p.38-52.

-« Statuts et programme du Front Populaire », *Carrefour Africain*, n°1029 du 11 mars 1988, p.12-28.

-AICARDI DE SAINT-PAUL Marc, 1989, *La politique africaine des États-Unis, Mécanismes et conduites*, 3^{ème} édition, Paris, Nouveaux Horizons.

-BALIMA T. Jean, 2009, *La coopération pour le développement : le cas américano-burkinabè de 1961 à 2005*, Mémoire de maîtrise, Histoire et Archéologie, UFR/SH, Université de Ouagadougou.

-BALIMA T. Jean, 2020, *Approche analytique de la coopération entre le Burkina Faso et les États-Unis d'Amérique sous la révolution burkinabè : 1983 à 1991*, mémoire de master 2, Histoire et Archéologie, UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO.

Connaître le Corps de la Paix Américain au Burkina Faso, Brochure du service des programmes, mars 2005, Ouagadougou, non paginée.

-DALA E Félicité, 1992, *Evolution de l'aide publique au développement au Burkina Faso depuis 1983*, Mémoire de maîtrise, FDSP, Université de Ouagadougou.

-FOFANA Habibou, 2004, *Les grandes orientations de la politique extérieure et les pratiques diplomatiques du Burkina Faso sous le Conseil National de la Révolution (CNR) : Essai d'analyse politique*, Mémoire de fin de cycle, section diplomatie, ENAM, Ouagadougou,

-GABAS Jean-Jacques, 2002, *Nord-Sud : L'impossible coopération ?* Paris, Presses de Sciences PO.

-GUION Jean R., 1991, *Blaise Compaoré, réalisme et intégrité,*

portrait de l'homme de la « rectification » au Burkina Faso, Paris, Berger-Levrault International.

-GUISOU Basile L., 1995, *Burkina Faso, un espoir en Afrique*, Paris, l'Harmattan.

-IBRIGA M. Francis et PASGO W. Jacob, 1987, *Grandes tendances de la politique bilatérale du Burkina sous la révolution d'août*, mémoire de fin de cycle, option diplomatie, ENAM, Ouagadougou.

-KAMBIRE Jean-Baptiste, 1992, *La politique étrangère du Burkina Faso sous le Front Populaire*, mémoire de fin de cycle, section diplomatie, ENAM, Ouagadougou.

-KI D. Corentin, 2019, *Introduction à la politique étrangère du Burkina Faso Tome II, La politique étrangère de Thomas Sankara 1983-1987*, Ouagadougou, Les Presses Africaines.

-KINDA Noraogo, 1988, *Problématique de la pénétration Américaine en Afrique Occidentale Francophone (Burkina Faso, Côte-d'Ivoire) :1960-1985*, Mémoire de DEA, UFR/GHSS, Université Paris VII.

-KYELEM de TAMBELA Apollinaire J., 2012, *Thomas SANKARA et la Révolution au Burkina Faso- Une expérience de développement autocentré*, 2^{ème} édition, Ouagadougou, Harmattan Burkina.

-OTAYEK René « RECTIFICATION » in *Politique Africaine*, n°33, mars 1989, online www.politique-africaine.com, consulté le 16 octobre 2019.

-OUATTARA Vincent, 2014, *L'Ere Compaoré, politique, crimes et gestion du pouvoir*, Paris, Publibook.


Présidence du Faso, 1987, *Les projets en exécution au Burkina Faso, le point au 30 juin 1986*, n°2, Département informatique et suivi des projets (DISP)

Numéro 002 Juin 2021
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°002 Juin 2021